

Chronique des tendances de la société française

Le « coup de cafard » des Français en 1991

CESEM *

La chronique de Louis Dirn porte sur des tendances de la société. Nous avons pensé utile de proposer une chronique sur l'état de l'opinion française qui a été établie par le CESEM. Le « coup de cafard » des Français en 1991 n'est pas justifié par la conjoncture économique, sauf la montée du chômage. Il avait déjà commencé en 1990 et il est partagé par tous les pays du monde développé (sauf les Britanniques). Cette morosité peut avoir plusieurs explications : la baisse de confiance dans la classe politique et la disparition des repères stables internationaux.

L'année 1991, coupée en deux parties distinctes par la guerre du Golfe, restera une année de transition pour les uns ou une année gâchée pour les autres, une année capitale quoi qu'il en soit et qui laissera de nombreuses séquelles, l'année où démocratie et capitalisme restent seuls en scène dans un monde à reconstruire.

Après les efforts militaires et le grand frisson des nations occidentales alliées contre l'Irak, le retour aux réalités économiques s'est révélé plus que décevant, et provoque une crise de pessimisme quasi générale dans toutes les opinions occidentales : Américains, Canadiens, Français se mettent à douter gravement de l'avenir de leur pays sur le plan économique et la cote des gouvernants s'effondre en proportion. Seuls les Britanniques, qui ont connu pourtant une récession de plus de 2 points, conservent un solde optimisme/pessimisme positif (qui relève en partie de leur trait de caractère), certes en baisse par rapport aux années antérieures, mais qui se redresse à la fin de l'année ⁽¹⁾.

Entre temps, l'empire soviétique implose. Les habitants des pays de l'Est connaissent de graves difficultés, les plus engagés dans un effort de modernisation économique sont, en 1991, tout à fait découragés :

* Centre d'études socio-économiques et de management. Ont collaboré à cet article, achevé de rédiger le 12 mars 1992, Jacques Antoine, Marie-Thérèse Antoine-Paille et Hélène Valade

(1) Sondage *Sunday Times/MORI*, in *British Public Opinion*, Janvier 1992.

leur pays n'évolue pas dans la bonne direction disent 58 % des Polonais (contre 20 %), 47 % des Hongrois (contre 32 %), 39 % des Russes (contre 33 %), 38 % des Tchécoslovaques seulement (contre 43 %) ; les autres nations (Roumains, Bulgares et Albanais en tête), en plein dénuement, se montrent encore enthousiastes pour l'avenir. Autrement dit, à l'Est, les pays les plus avancés ont l'impression de faire fausse route ⁽²⁾...

Les Français, quant à eux, connaissent une triple crise de confiance : doute sur les perspectives économiques, crise des valeurs politiques et de la confiance dans l'Etat, grave perte de repères sur le plan international. Cet affaissement du moral des Français a commencé en réalité à la fin du printemps 1990, en phase avec le ralentissement économique international, comme le montrent les différentes courbes de baromètres publiées en annexe. Les données du CREDOC confirment qu'au-delà de l'effet propre de la crise du Golfe, la tendance à l'accroissement du pessimisme (sur les conditions de vie à cinq ans, sur l'évaluation du niveau de vie des Français...) date bien de cette période, même si le phénomène prend en 1991 un caractère exceptionnel.

Parmi les événements marquants de 1991, les Français ont retenu, largement en tête, les deux guerres (Golfe et de Yougoslavie), la recrudescence du chômage, et presque à niveau égal, les scandales médicaux (transfusions contaminées par le virus du SIDA), et les scandales politico-financiers. Au point que le putsch de Moscou et la dislocation de l'empire soviétique passent au second plan, ainsi que les mouvements sociaux en France, pourtant spectaculaires ⁽³⁾.

C'est assez dire qu'il faut rechercher à la morosité des Français d'autres explications que leurs perspectives économiques et financières, au demeurant nullement catastrophiques, à l'exception de la recrudescence du chômage. Ce pessimisme relève du phénomène historique : le solde des optimistes et des pessimistes atteint en décembre 1991 la cote de - 73 (79 % pensent que « les choses ont tendance à aller plus mal », et 6 % « qu'elles ont tendance à s'améliorer »), un record historique qui surclasse nettement le pessimisme des années 1983-84, années de rigueur et de stagnation véritables ⁽⁴⁾.

(2) Baromètre de l'Europe centrale de la Communauté européenne/Gallup-Polytica, in *Courrier International*, 12 mars 1992.

(3) Sondage *Le Parisien/CSA*, 19 décembre 1991 et étude *Marketing-Info* sur « Les faits marquants de 1991 ».

(4) cf. courbe en annexe , baromètre *Figaro-Magazine/SOFRES*.

1991 : absence de reprise économique et chômage, année des espoirs déçus

Les mois de mars et avril 1991, qui ont fait suite à la victoire des alliés dans le Golfe, ont vu éclater quelques bouffées d'optimisme, mais les préoccupations économiques qui dominaient déjà le deuxième semestre 1990, tant pour les entreprises que pour les ménages, ont vite repris le premier plan.

L'année 1991 est marquée par le retour du chômage en tête des priorités assignées au gouvernement : « La guerre du Golfe est maintenant terminée ; parmi les problèmes suivants, quelle devrait être la première priorité du gouvernement pour les mois à venir ? » N'ayant qu'un seul choix à exprimer, 58 % des interviewés, début mars 1991, citent le chômage, bien avant la sécurité (12 %), l'immigration (12 %) ou les lycéens et l'environnement (6 % chacun) ⁽⁵⁾. En septembre, 85 % des Français jugent que « nous sommes entrés dans une période où, pendant longtemps, le chômage va augmenter », et 73 % affirment avec certitude que le seuil des trois millions de chômeurs sera franchi avant la fin de l'année 1991 ⁽⁶⁾.

Alors que le gouvernement Rocard, en ce domaine, avait été peu ou prou exonéré de sa responsabilité, à automne 1991, le rôle de l'Etat dans la situation de l'emploi redevient une pierre de touche de l'évaluation des performances du gouvernement — et contribue à sa chute. En octobre 1991, son action en matière de chômage est jugée peu efficace par 91 % contre 6 % ! Une telle unanimité est une perle rare dans le domaine des résultats d'enquête ⁽⁷⁾.

Dans le baromètre mensuel de la SOFRES, cette préoccupation n'avait cessé de décroître en tant que priorité pour le gouvernement, depuis juin 1988 (77 %), date du retour des socialistes à Matignon, et début de la seconde présidence de François Mitterrand, au profit de l'item « sécurité » (crises sporadiques des banlieues, affaire de Carpentras), jusqu'en novembre 1990, point bas de la courbe (48 %). Elle remonte ensuite durant l'année 1991 pour atteindre 65 % en décembre ⁽⁸⁾. Les menaces sur l'emploi concernent maintenant des secteurs et des catégories jusqu'ici préservées : informatique, aéronautique, banques, petits commerces. Les cadres voient leurs offres d'emploi diminuer et leur période de chômage s'allonger.

(5) Sondage *Le Parisien/CSA*, 8 mars 1991.

(6) Sondage *Maris-Match/BVA*, 19 septembre 1991.

(7) Baromètre *Figaro-Magazine/SOFRES*, 5 octobre 1991.

(8) cf. note n° 4.

Au dernier trimestre 1991, certaines enquêtes produisent des pourcentages de 38 % ou 45 % d'interviewés se disant « personnellement préoccupés par la sécurité de l'emploi », ce qui peut traduire des inquiétudes pour un proche ; sur le plan strictement individuel, un actif sur quatre au maximum se sent menacé dans son emploi, tandis que pour sept Français sur dix « cela va plutôt bien dans leur vie professionnelle »⁽⁹⁾. Mais il faut noter que si le chômage fait ce retour remarqué dans la préoccupation sur l'avenir collectif, cette préoccupation ne s'accompagne nullement de sollicitude pour les chômeurs. Bien au contraire, dans le système de protection sociale défendu bec et ongles, nous le verrons, par les Français, les indemnités de chômage sont les seules prestations que l'on accepterait de voir baisser (60 % contre 31 %) « afin d'inciter les chômeurs à chercher du travail ». L'écart est donc considérable en France entre l'emploi, préoccupation collective et thème politique récurrent, et le chômage, risque individuel⁽¹⁰⁾.

L'éclatement du pessimisme s'est produit en septembre-octobre 1991 : dans l'ensemble des baromètres, c'est le moment de la forte rupture à la baisse, au point qu'il faut parler d'un véritable « coup de cafard », d'une sorte de dépression collective : la reprise économique n'est pas au rendez-vous. Toujours promise à six mois, elle se dérobe une fois de plus et l'ensemble des acteurs économiques s'en trouvent affectés, d'une manière beaucoup plus profonde que l'attentisme et les inquiétudes suscitées par la guerre du Golfe. L'heure est aux bilans, dès ce mois de septembre, et les perspectives sont très sombres. À la croissance du chômage se mêlent des inquiétudes sur le niveau des revenus, la hausse des conflits sociaux. Inquiétude (34 %), routine (23 %), morosité (17 %) constituent les termes choisis de préférence à confiance (15 %) ou sérénité (10 %) pour qualifier leur état d'esprit par les Français⁽¹¹⁾.

Qui est responsable de cette situation ? Le public place en tête « la conjoncture économique mondiale » (45 %), avant « le gouvernement » (37 %), qui est cependant montré du doigt bien davantage que « les chefs d'entreprise » (13 %). C'est à notre connaissance la première fois que le terme « mondial » est employé dans un sondage à propos de la conjoncture économique, à la place de l'adjectif usuel « international ». Cette globalité d'une conjoncture mondiale supprime espace et autonomie pour une quelconque « conjoncture nationale » et provoque des sentiments d'impuissance, voire d'étouffement⁽¹²⁾.

Les enquêtes auprès des chefs d'entreprise constatent le ralentissement de la croissance en 1991, leurs perspectives restrictives sur l'emploi et, plus inquiétant, sur l'investissement. Après quelques sou-

(9) *Paris-Match/BVA*, 5 octobre 1991 ; baromètre *Nouvel Economiste/IFOP*, courbes publiées en annexe ; baromètre *Le Parisien/IFOP* du moral des Français, 11 février 1992.

(10) Sondage *L'Expansion/SOFRES*, 23 janvier 1992.

(11) cf. note n° 6.

(12) cf. note n° 6.

bresauts d'avril à juillet 1991, où les espoirs d'embellie semblaient permis, le dernier trimestre 1991 retrouve le pessimisme de décembre 1990 que l'on attribuait alors partiellement à la crise du Golfe. En réalité, le retournement à la baisse de l'ensemble des courbes se situe quelque part entre le printemps et l'été 1990, quelques mois après le début de la récession américaine, ce qui explique que la stagnation internationale ait pu être souvent agglomérée avec les craintes liées au bras de fer avec l'Irak, et masquée par leurs effets.

Fin 1991, les patrons du panel de l'Expansion-Entreprise sont 61 % à penser que l'économie française va stagner en 1992. Ce qui explique leur pessimisme, c'est qu'il n'y a pas à l'heure actuelle dans le monde d'économies suffisamment fortes pour jouer le rôle de locomotive. Aux Etats-Unis, l'économie, après une année de croissance négative (- 0,7 %), continue de donner des signes d'essoufflement sensibles ; le crédit à la consommation n'est toujours pas reparti et les taux d'intérêt à long terme baissent peu en définitive. S'ajoute à cela la détérioration du climat des affaires et de la confiance des consommateurs. L'économie allemande commence elle aussi à faiblir : 59 % des patrons français prévoient même la stagnation pour 1992 dans ce pays ⁽¹³⁾.

Dans un tel contexte, l'heure est aux économies. La priorité pour les chefs d'entreprises français est d'accroître les profits ; or il n'y a pas d'autre solution que de tailler dans les dépenses : 32 % d'entre eux prévoient de diminuer leurs investissements (23 % les augmenteront) ; 44 % réduiront leurs effectifs alors que seulement 14 % envisagent de les accroître.

Les patrons des PME-PMI retrouveront en janvier 1992 le pessimisme de l'été 1990, 64 % jugeant que la situation générale de l'économie française s'est dégradée. Explication : la dégradation des carnets de commande et de la trésorerie. Les perspectives d'emploi s'en trouvent affectées ⁽¹⁴⁾.

Petit signe favorable : selon l'enquête de février 1992 de l'INSEE, les entreprises industrielles sont plus nombreuses à prévoir maintenant une amélioration de leur production qu'à anticiper une dégradation. La comparaison internationale montre l'évolution parallèle des opinions des dirigeants français et britanniques, tous ayant manifesté un fort pessimisme en 1991, alors que la récession anglaise a frappé ce pays de plein fouet, ce qui n'est pas le cas de la France. D'une manière générale, les patrons français sont parmi les plus pessimistes des patrons européens, alors que la situation de l'économie française ne le justifie pas ⁽¹⁵⁾.

(13) Panel L'Expansion-Entreprise auprès de 620 chefs d'entreprise (> 100 personnes) du secteur concurrentiel, 9 janvier 1992.

(14) Enquête trimestrielle La Tribune-Crédit du Nord/SOFRES auprès de 240 dirigeants de PME-PMI, 7 janvier 1992. Voir aussi les enquêtes du CEPME.

(15) La Tribune de l'Expansion, 25 février 1992 ; enquête Nouvel Economiste/BOSSARD Consultants auprès de 1007 dirigeants des 5 grands pays européens, 11 octobre 1991.

Les tensions sociales ne pèsent guère pour le moment sur le secteur privé, du moins sous l'angle de revendications organisées. On observe en 1991 la continuation d'un revirement déjà constaté l'année précédente : un certain reflux de la mobilisation individuelle des salariés et des cadres en faveur de leur entreprise. Les premiers demandent de nouveau une définition un peu plus claire du contenu de leur tâche ainsi que des orientations de l'entreprise, davantage de travail en équipe, et finalement davantage de justice sociale. La sécurité de l'emploi, comme on pouvait s'y attendre, passe plutôt avant les possibilités d'évolution et de promotion ⁽¹⁶⁾. Du côté des cadres, se développe prodigieusement le thème du stress au travail, à mettre en lien avec l'allègement des frais d'encadrement qui figure dorénavant en bonne place des économies à réaliser dans les entreprises ⁽¹⁷⁾.

Le pessimisme de l'automne est donc très largement confirmé par les bilans et perspectives de fin d'année. Toutes les inquiétudes de l'automne sont réaffirmées, aggravées et projetées sur l'année 1992 qui s'ouvre : doute sur la stabilisation du chômage, pessimisme sur la situation économique, inquiétude sur le climat social, sur la reprise de la consommation... Le pourcentage d'optimistes de janvier 1992 se compte sur les doigts de la main ⁽¹⁸⁾.

En guise d'apéritif, le *Figaro magazine* établit même « un palmarès des peurs 1992 » où l'on trouve pêle-mêle, avec des pourcentages de citations très forts en valeur absolue (79 % à 70 %), le chômage, les problèmes de la jeunesse, les catastrophes écologiques, la diminution du montant des retraites et des remboursements maladie, le cancer/la récession économique (au même niveau)... ⁽¹⁹⁾ Le terme de morosité, si employé par les commentateurs, est trop faible pour décrire ce passage à vide. Les Français se sentent lâchés dans le vide sans voir comment rebondir collectivement : le saut à l'élastique sans élastique.

Mais il faut attirer l'attention sur le décalage entre les perspectives individuelles, qu'une majorité relative juge plutôt bonnes, et le défaitisme collectif, ce que G. Demuth de la COFREMCA nomme « l'opposition entre le moi tonique et le nous morose ». On a beau jeu de souligner également le décalage entre ce pessimisme et les performances économiques françaises, somme toutes très honorables en 1991 compte tenu du contexte international. Cette double contradiction, qui joue autant sur les ménages que sur les chefs d'entreprise, doit nous mettre sur la piste de phénomènes qui dépassent la simple réaction conjoncturelle, qui dépassent en particulier la seule évaluation économique.

Mais qui ne sont pas sans conséquence en retour sur cette même situation économique : en l'absence de reprise de la consommation, la

(16) Indicateur du Management 1992, *Management et Conjoncture Sociale/RES*, auprès de 528 salariés, 17 février 1992.

(17) Voir l'enquête APEC, « Cadroscope 92 » auprès de 3000 cadres.

(18) Baromètre *Figaro-Magazine/SOFRES* et sondage *Paris-Match/BVA*, 9 janvier 1992.

(19) Sondage *Figaro-Magazine/SOFRES*, 15 février 1992.

croissance ne peut véritablement décoller. Or c'est peut-être le point le plus original de la conjoncture actuelle que cette absence de confiance des consommateurs (qui fait d'ailleurs le tour de la planète), qui finit l'année en chute libre.

En début 1992 encore, les ménages ne se découvrent et n'achètent que prudemment. La Chambre de commerce de Paris et son Centre d'observation économique a recueilli leurs intentions d'épargne pour le second semestre 1991 qui restent très élevées, signe que la confiance des ménages n'est pas encore revenue. Pour 1992, le COE estime que la tendance devrait être encore au report des achats de biens importants. Tendance confirmée par d'autres baromètres qui dressent de la situation financière des ménages et de leurs intentions d'achat une vision non pas alarmante mais gelée ⁽²⁰⁾.

Le crédit à la consommation, après quelques années d'expansion, est maintenant distribué plus parcimonieusement et fait l'objet d'une attitude plus critique de la part des Français qui ne recourent pas de gaité de cœur au crédit : pour 64 % il y a risque de dérapage à entrer dans un système de crédit-revolving par exemple ⁽²¹⁾.

La guerre du Golfe a probablement joué un rôle de catalyseur dans certaines évolutions des tendances de la consommation que l'on peut avancer à titre d'hypothèses. Elle a induit à court terme un dérèglement des comportements d'achat et quelques psychoses : stockage de denrées alimentaires en réminiscence de la guerre de 1940, désaffection des lieux publics, grands magasins ou loisirs, par crainte du terrorisme, et repli sur le poste de télévision, annulation de voyages et de vacances lointaines, ajournement de bien des achats ⁽²²⁾...

Quelles sont en définitive les mesures souhaitées par les Français ?

En l'absence de signes de reprise, les Français expriment des priorités conservatrices : maintien de la protection sociale et augmentation des revenus, tout en affirmant pour la moitié d'entre eux que la priorité doit aller à la compétitivité des entreprises françaises. Etat-providence et libéralisme, tel est le programme des Français pour 1992 au vu des résultats contradictoires de la grande enquête de *l'Expansion*. Le choix politique libéral clairement affirmé n'exclut pas le plébiscite de l'Etat-providence (sauf pour les chômeurs). Pas question de reculer l'âge de la retraite, de supprimer le SMIC ou de limiter les remboursements des dépenses de santé... ⁽²³⁾

(20) *La Tribune de l'Expansion* 12 et 25 février 1992 ; panel *Challenges/GSI Marketing*, février 1992 ; *Note de conjoncture de l'INSEE*, mars 1992.

(21) Sondage SOFRES cité dans *La Croix-L'Événement* du 1^{er} décembre 1991.

(22) Sondoscope « Les conséquences économiques de la guerre du Golfe », *Sondoscope-Revue Française des Sondages* n° 63, mars 1991.

(23) Sondage *L'Expansion/SOFRES*, 23 janvier 1992.

Ce choix du libéralisme ne signifie nullement que l'opinion soit prête à accepter totalement un système de risques et de concurrence au niveau individuel. La fin du communisme, du moins l'effondrement des systèmes communistes du XX^e siècle, laisse place au modèle de développement occidental comme « le seul système valable de développement économique pour tous les pays », nous apprend le Baromètre de la solidarité ⁽²⁴⁾. Certes, mais, outre que les Français restent malgré tout partagés sur cette affirmation, « le seul » ne signifie pas le meilleur, et l'absence d'alternative comme de repoussoir constitue en réalité un facteur de désarroi et non de sécurité.

Les valeurs économiques de droite, triomphantes en 1989 et 1990, reconnues maintenant explicitement par les sympathisants socialistes, enregistrent d'ailleurs en 1991 un certain reflux : la concurrence qui ralliait 71 % d'opinions positives en octobre 1990, retombe à 61 % ; le profit passe de 48 % à 40 % ⁽²⁵⁾. La danse autour du veau d'or est moins endiablée et la presse managériale fait maintenant ses dossiers sur le thème : le capitalisme est-il moral ? A quelles conditions porte-t-il en germe la solution aux différentes crises de la planète, celle de l'ancien bloc communiste ou celle du Tiers-monde ?

Crise morale et politique

La succession malheureuse d'« affaires » politico-financières, sur fond de démobilisation politique, se joignait déjà à l'usure du pouvoir et des projets socialistes, quand le scandale des transfusions contaminées par le SIDA est venu gravement ébranler l'opinion du citoyen envers l'Etat et la gestion des affaires publiques. Ce scandale du sang contaminé est, pour les Français, le tout premier des événements marquants de 1991, l'opinion ayant été choquée par l'absence de responsabilité, plus que par les mauvais arbitrages qui ont été faits entre les risques et des objectifs économiques

La confiance dans la médecine hospitalière se dégrade et l'image de la santé publique, l'une des fiertés nationales, est atteinte de plein

(24) 3^e baromètre de la Solidarité CCFD-*Le Monde*, 20 février 1992 et *Faim-Développement Magazine*, mars 1992.

(25) Sondage *Le Point/SOFRES*, 15 février 1992.

fouet, après celle de la justice, des partis politiques, des médias... Or cette institution est la plus « privée » de toutes, puisqu'elle a en charge la sécurité ultime de l'individu : la préservation de la santé et de la vie, toute première des préoccupations individuelles.

Par ailleurs la mise en doute latente du progrès scientifique, une certaine crise des relations entre l'homme et la nature, ont renforcé des besoins de sécurité, de pureté, avivés par ailleurs par l'accident de Tchernobyl.

L'ensemble des études permet maintenant d'affirmer que l'environnement n'est pas une mode, mais un changement durable d'attitude qui se manifeste en toute occasion dans les hiérarchies et les priorités exprimées par l'opinion, à défaut de se traduire en actes. Le débat porte maintenant sur la distance qui existe toujours entre les déclarations d'intention, la mobilisation affichée, et les comportements.

Après la cohésion et la brève euphorie issues de la guerre et de la victoire du Golfe, le consensus commençait de s'effriter.

La guerre du Golfe a dévoilé des capacités — insoupçonnées jusqu'ailleurs — de réaction et de cohésion de l'opinion publique face à une situation de crise. Elle a modifié la hiérarchie des craintes, faisant redécouvrir que la guerre était possible.

Durant le développement de la crise du Golfe, l'opinion française a connu trois étapes successives :

- de l'invasion du Koweït à la fin du mois de novembre 1990, le nombre de Français prêts à en découdre avec Saddam Hussein ne cesse de s'accroître. La libération des Français détenus en Irak et au Koweït le 30 octobre a conforté l'idée que la fermeté est payante ;

- de l'adoption de la résolution 678 par l'ONU autorisant après le 15 janvier 1991 un recours à la force, à l'ouverture du conflit : l'opinion se cabre. L'écart va croissant entre l'idée que la guerre est inévitable et la volonté de participer à ce conflit qui diminue ;

- après le déclenchement des hostilités : dans l'euphorie des bonnes nouvelles, l'opinion, dès le 17 janvier, se ressoude derrière le Président de la République et ses décisions concernant l'engagement des troupes françaises ⁽²⁶⁾.

Des trois composantes initiales de l'opposition à une intervention militaire contre l'Irak, seuls les sympathisants communistes ont main-

(26) Sondoscopie « Le déclenchement des hostilités », Sondoscopie-Revue française des sondages, n° 62, février 1991.

tenu — relativement — leur position « anti-guerre » après le déclenchement des hostilités. Les écologistes ont, dès le début de la guerre, rejoint le taux général d'approbation des décisions de F. Mitterrand, ainsi que les sympathisants du Front national qui n'ont jamais fait bloc derrière leur leader sur cette question. Les jeunes en particulier ont manifesté une adhésion aux décisions prises en tout point comparable à celle de l'ensemble de la population. Tout en conservant une sympathie pour les mouvements pacifistes, 58 % ont reconnu « qu'il faut parfois accepter de faire la guerre pour assurer la paix »⁽²⁷⁾.

D'une manière durable, le conflit du Golfe a réveillé pour toute une part de l'opinion « la probabilité d'une guerre mondiale dans les dix prochaines années », tandis que l'absence totale de risque de conflit a baissé de 23 % à 15 %. Au baromètre du SIRPA sur la Défense nationale (juin 1991), 61 % des Français estiment maintenant « qu'il vaut mieux risquer une guerre qu'accepter la domination d'une grande puissance » (au lieu de 51 % en 1990), et l'intérêt des Français pour leur armée s'en trouve accru. Certains la jugent « en perte de vitesse » par rapport aux autres puissances (35 %) ⁽²⁸⁾. Le système d'alliances souhaitées se trouve également bouleversé par ces événements : la position de neutralité recule à 18 % (- 8 points), soit au profit de l'alliance européenne (27 %), soit au profit de l'alliance Europe/États-Unis (45 %) qui devient très prépondérante.

La vision de l'Europe de l'an 2000 reflète pour plus de 60 % des Européens une Communauté élargie à d'autres pays européens (tels que l'Autriche, la Suisse, les Pays Scandinaves), munie d'une monnaie commune, où l'on peut étudier, travailler et vivre librement. L'intégration de certains pays d'Europe centrale et de l'Est paraît vraisemblable à 54 % des Européens, les Français y étant les plus réticents. Quant à la Russie, est-elle seulement en Europe ? Cette simple question de géographie divise les Français selon leur appartenance politique : la majorité des Français de droite (56 %) pensent que la Russie n'est pas en Europe (47 % de l'ensemble des interviewés) et la majorité des Français de gauche (52 %) affirment que la Russie est en Europe (44 % des interviewés) ⁽²⁹⁾.

En attendant, le désir de restreindre l'immigration, qu'elle vienne du Sud ou de l'Est, se manifeste à un très haut degré chez les Européens interrogés en 1991, soulignant leur sentiment de crainte et leur besoin de se fortifier à l'intérieur de leurs frontières. Il y a déjà trop d'immigrés présents dans la Communauté disent 51 % des Européens (63 % des Italiens, 58 % des Allemands de l'Ouest, 56 % des Français, 54 % des Britanniques...).

(27) cf. note n° 37 et sondages Nouvel Observateur/SOFRES auprès de 600 jeunes de 16 à 22 ans, 31 janvier 1991 et Figaro-Madame/SOFRES auprès de 500 jeunes de 14 à 18 ans, 2 février 1991.

(28) Enquête annuelle SIRPA/SOFRES et BVA sur la Défense nationale et l'image des armées, enquête de mai-juin 1991, dossier de presse septembre 1991.

(29) Sondage L'Expansion/SOFRES, 17 octobre 1991.

Le sommet de Maastricht a permis de mesurer que si les Français restent grands supporteurs du projet européen, la démarche d'intégration et ses conséquences leur font un peu peur. Plus les échéances approchent, plus les Français se montrent inquiets : fin 1991, ils ne sont plus que 32 % à souhaiter l'accélération du mouvement d'unification de l'Europe ⁽³⁰⁾. Par ailleurs, une majorité (53 %) estime que la réalisation du marché unique va aggraver les difficultés économiques de la France (contre 40 % en mai 1989). L'opinion française est partagée entre l'espoir et la crainte quant aux conséquences pour son avenir de la réunification allemande, se démarquant nettement des autres nations européennes qui jugent cet événement très majoritairement comme un espoir pour la Communauté et pour leur pays ⁽³¹⁾.

Les inquiétudes suscitées aussi bien à droite (74 %) qu'à gauche (69 %) par le succès du FIS en Algérie, les glissements de discours chez les plus éminents responsables politiques montrent que 1991 constitue l'année charnière où l'idée du « péril sur l'identité nationale » s'est fait admettre publiquement et définitivement.

Conclusion

Ce « coup de cafard » si profond et si manifeste n'a pas de précédent depuis longtemps. Il a débuté avant la guerre du Golfe et a été ensuite masqué par celle-ci. Les Français le partagent avec les citoyens de tous les pays industrialisés. Sauf, curieusement, les Anglais. Il ne faut donc pas chercher des explications purement françaises à cette situation. Il y a visiblement des mouvements internationaux dont le synchronisme est surprenant et dont nous ignorons les ressorts. De Berkeley à Prague, le printemps de 1968 a eu des causes particulières dans chaque pays, et pourtant le mouvement a été international. Ces « émotions populaires », comme on disait sous l'Ancien Régime, ne sont ni prévisibles ni même explicables par les sociologues.

(30) Sondages TF1-Le Monde/BVA, 3 décembre 1991 et Le Figaro/SOFRES, 4 décembre 1991.

(31) Eurobaromètre, vague de juin 1991, enquête auprès de 13121 citoyens des 12 pays de la Communauté.

Le « coup de cafard » français a une dimension xénophobe qui lui est particulière et qui est amplifiée outre mesure par les hommes politiques qui n'ont, semble-t-il, que ce thème à utiliser dans leurs discours. L'écho qu'ils rencontrent dans la population est difficilement évaluable. Beaucoup d'observateurs en tirent la conclusion que les Français souffrent d'une véritable crise d'identité qui aurait pour cause principale la disparition de tous les repères internationaux qui a été analysée plus haut. Une partie des Français se sentiraient « perdus » dans un monde désorganisé.

Au cours des années récentes les Français ont acquis une étonnante sensibilité à la conjoncture économique : ils perçoivent et même souvent anticipent les évolutions des prix et du chômage avec une grande précision. La conjoncture française, sans être bonne, n'est pas catastrophique à l'exception de la recrudescence du chômage. Les indicateurs d'opinion sur la situation économique ne sont pas au plus bas, ce qui montre bien que les Français continuent à avoir une juste appréciation de leur situation.

Depuis quinze ans qu'il existe des baromètres politiques, nous savons que la popularité de tous les hommes politiques suit d'assez près la conjoncture économique, en particulier pour ceux qui sont au pouvoir. Or depuis la fin de l'effet Golfe, il semblerait que la politique ne soit plus influencée par l'économique.

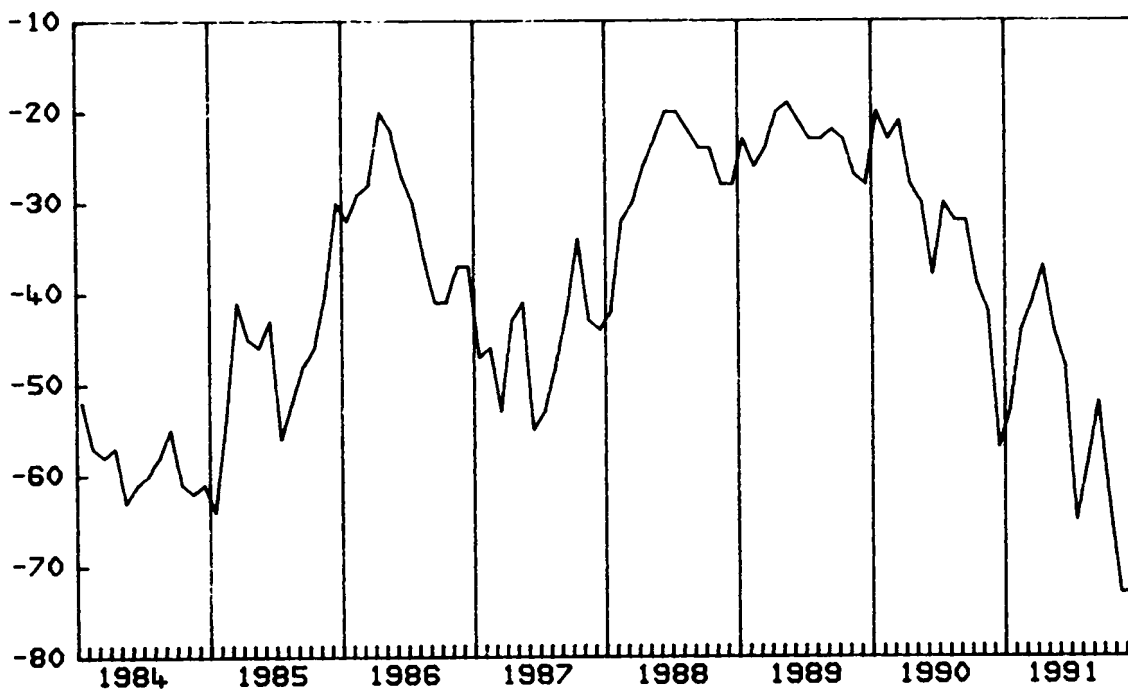
Ce qui peut s'expliquer aisément si l'on considère l'échec répété des gouvernements successifs à réduire le chômage. Depuis quinze ans les promesses des hommes politiques à cet égard sont démenties par l'augmentation continue du nombre de chômeurs. Par ailleurs les gouvernements expliquent aussi que la reprise économique française dépend de celle de l'Amérique qui tarde à venir, et que la politique économique de la France est dépendante de celle de l'Allemagne : les taux d'intérêt en ont fourni la preuve. En conclusion les Français sont fondés à penser que leur gouvernement n'a plus les moyens d'avoir une politique économique autonome. Or si les Anglais sont les moins pessimistes, ce n'est évidemment pas parce que leur pays est dans la meilleure situation économique. Peut-être est-ce parce qu'ils ont le sentiment que la politique conserve une efficacité pour orienter l'économie et améliorer leur niveau de vie.

Ainsi pourrait-on expliquer en partie que la reprise de la consommation que chacun attendait à la fin de la guerre du Golfe se fasse encore attendre des deux côtés de l'Atlantique. Peut-on en conclure que « l'émotion populaire » entraînerait la léthargie économique plutôt que le contraire ?

ANNEXE

A. La perception de la situation actuelle par les Français

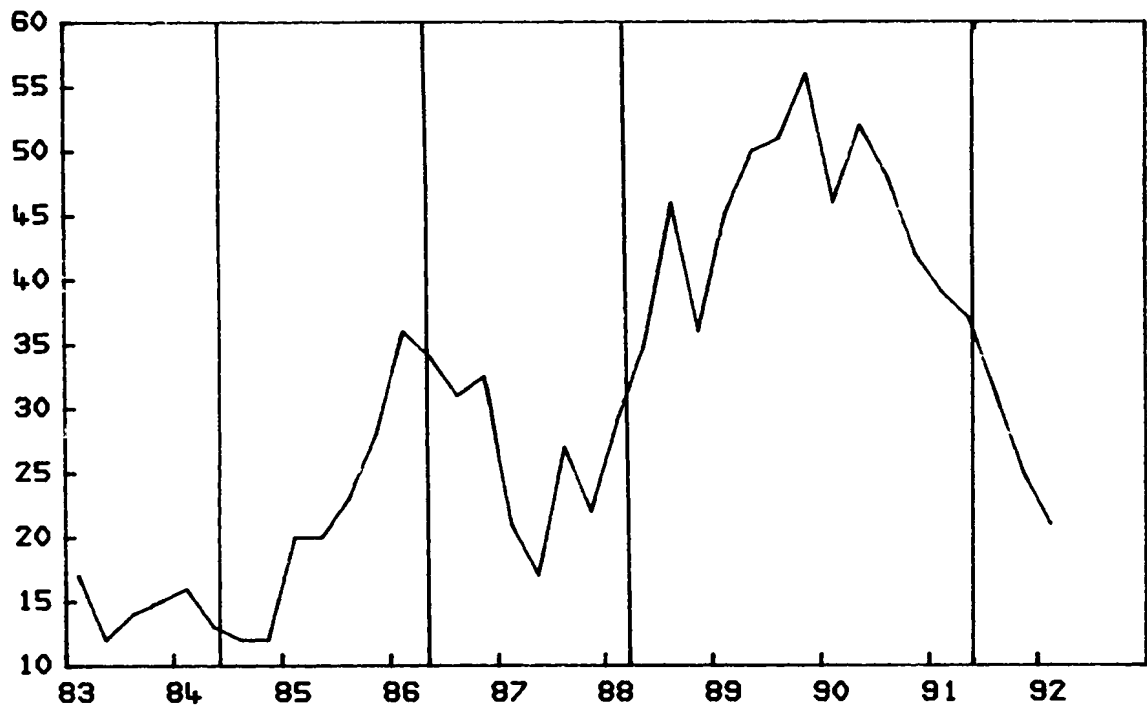
« Quand vous regardez la manière dont évoluent la France et les Français, avez-vous l'impression que les choses vont en s'améliorant ou au contraire qu'elles ont tendance à aller plus mal ? »



Source : Baromètre Figaro-Magazine/SOFRES
Département des Etudes politiques du Figaro.

B. Appréciation des Français sur la situation économique de la France

N.B. L'indice d'humeur , fabriqué à partir d'une note donnée (de 1 à 10) à la situation économique de la France, mesure à la fois la distribution des réponses entre les notes et l'intensité des réponses.

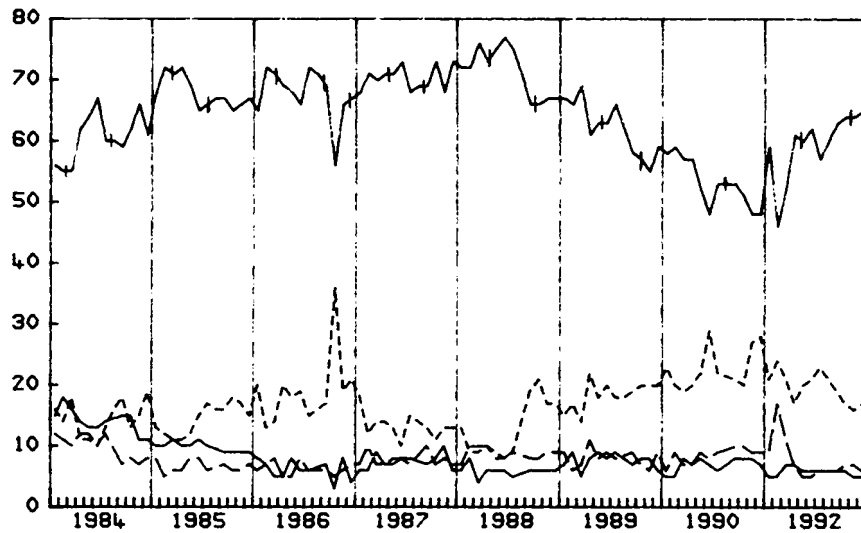


Source : Baromètre IFOP/Le Nouvel économiste.

C. Les préoccupations des Français

1) Le gouvernement doit s'occuper en priorité :

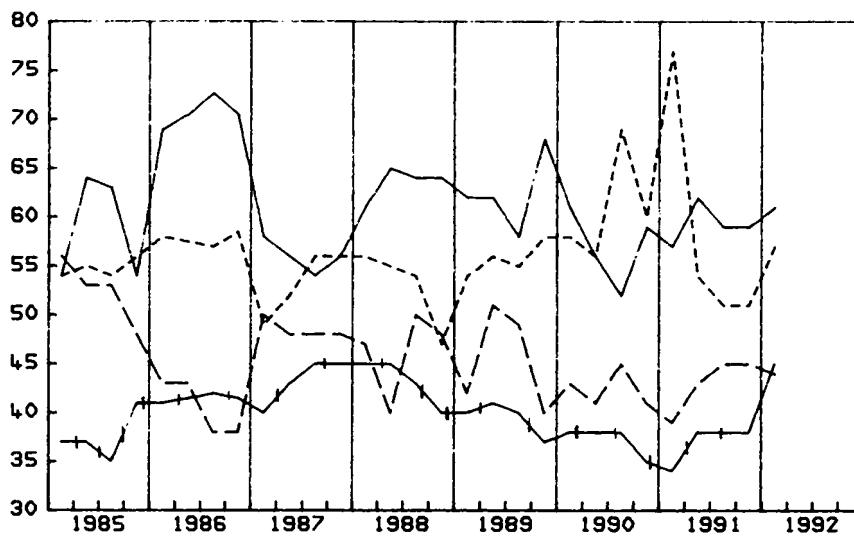
- de lutter contre le chômage : — + + + + + + + + + + + + + +
- de lutter contre la violence : — - - - - - - - - - - - - - -
- de lutter contre la hausse des prix : — = = = = = = = = = = = = = =
- de maintenir la paix sociale : — - - - - - - - - - - - - - -



Source : Baromètre Figaro-Magazine/SOFRES
 Département des Etudes politiques du Figaro.

2) « Quel est parmi les suivants le problème qui vous préoccupe personnellement le plus ? Et ensuite ? »

- Violence et insécurité dans la rue : — = = = = = = = = = = = = = =
- La paix et la situation internationale : — - - - - - - - - - - - - - -
- La hausse des prix : — - - - - - - - - - - - - - -
- La sécurité de l'emploi : — + + + + + + + + + + + + + +



Source : Baromètre IFOP/Le Nouvel économiste.